

L'Hérault du jour du 18 mars 2014

Montpellier : Les traminots s'invitent au Club de la presse

Après avoir arrêté les trams, les grévistes qui demandent 200 euros par mois, ont interpellé Jean-Pierre Moure.

Profitant de la rencontre entre Robert Hue et Jean-Pierre Moure, les grévistes de la TAM ont investi les lieux.

Jean-Pierre Moure vient de s'asseoir aux côtés de Robert Hue lundi 17 mars au Club de la presse, quand, les slogans s'amplifiant, il devient de plus en plus clair que les manifestants vont investir les lieux.

Interrompant le président du MUP, Bernard Gotis de la CGT de la TAM, les transports de l'agglomération de Montpellier, s'exclame alors à l'intention de Jean-Pierre Moure : "Ca fait trois semaines qu'on essaie de vous trouver, les journalistes ont plus de chance que nous".

La confrontation aurait pu tourner à l'affrontement, si Robert Hue n'avait immédiatement calmé le jeu, en ne trouvant pas déplacée l'intrusion des salariés et se faisant même applaudir par les grévistes. D'emblée, Jean-Pierre Moure adopte le même ton. "Je sais la préoccupation qui est la vôtre. Elle donnera lieu à une rencontre". Réponse trop imprécise pour les grévistes qui demandent la récupération de 200 euros par mois mais ont aussi leur idée sur la façon dont l'entreprise pourrait les trouver.

Bernard Gotis rappelle par exemple l'analyse que font la CGT et SUD. Selon Transdev (qui gère le réseau pour l'agglomération), la TAM transporte 300 000 voyageurs chaque jour. "Sa méthode de calcul est fautive", insiste le syndicaliste, car la fraude concerne selon lui entre 20 et 50% des usagers. Une démonstration que les syndicats vont faire valider par un expert statisticien. "Il manque 10% sur notre salaire, ils pourraient être récupérés en mettant de l'ordre dans les trams", ajoute Philippe Cougoulégne, de SUD. Car les syndicats estiment que ce sont 350 voire 400 000 personnes qui sont transportées chaque jour. Bernard Gotis conteste aussi le fait que la "politique sociale de l'agglomération", c'est à dire les abattements pour les plus démunis ou les étudiants, "soit imputée" au budget de la TAM, donc aux salariés. Les salariés pensent aussi que la TAM ferait des économies en rapatriant le traitement des PV, externalisé à Lyon, à Montpellier.

Au bout de quelques minutes d'échanges, Jean-Pierre Moure promet de fixer "dans l'après-midi" un rendez-vous "avant le premier tour".

"On compte sur vous comme vous comptez sur nous" conclut B. Gotis avec un sourire entendu.

